



# le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

N° : 33 — 4 décembre 1975

## sommaire



page 3 :

HORS D'ANGOLA LES TROUPES  
D'INVASION !

page 4 :

MADAGASCAR : UN REFERENDUM  
PLEBISCITAIRE.

page 6 :

EN BREF D'AFRIQUE :

-MALI : TRAORE AMENAGE  
SA DICTATURE.

-SAHARA OCCIDENTAL :  
DEUX NOUVEAUX OPPRES-  
SEURS SUCCEDENT A  
L'OPPRESSION COLONIALE

page 7 :

PORTUGAL : LA CONSOLIDATION  
DANS L'ARMEE, UNE MENACE  
POUR LES TRAVAILLEURS



**prix: 1 Franc**

## MALI :

## TRAORE

## AMENAGE

## SA DICTATURE

Voilà qu'après le 7<sup>e</sup> anniversaire du coup d'Etat et un an après son referendum constitutionnel, Traoré a annoncé la création d'un parti unique.

Pour lui les avantages d'une telle opération sont multiples.

D'une part et c'est probablement le principal, c'est l'intérêt politique. Le dictateur a besoin d'une organisation susceptible d'encadrer au maximum la population civile. Bien sûr il y a l'armée qui continue à être le pilier de la dictature, mais elle ne peut pas remplir tous les rôles. Car l'uniforme a des avantages, mais aussi l'inconvénient de couper de la population ceux qui le portent. Il y a ce tes déjà une armada de mouchards pour surveiller la population. Il y a déjà les syndicats officiels pour encadrer les travailleurs. Mais il s'agit d'élargir cela et mettre en place des structures pour encadrer et embrigader autant que possible l'ensemble de la population.

Traoré n'invente rien, d'ailleurs. Il doit se souvenir avec une certaine envie de tous les moyens d'encadrement de la population dont disposait le régime de Modibo Keita. On se souvient avec quelle efficacité les milices civiles de Modibo pouvaient encadrer de très près la population. Pour lui, une preuve que cela peut marcher, c'est que Mobutu l'applique.

Il y a également un autre avantage pour le régime. C'est que la mise en place de ce parti va créer un certain nombre de postes, de sinécures, de privilèges permettant ainsi au dictateur militaire de créer une clientèle civile plus vaste. Il y a d'ailleurs effort à parier que la distribution de ces sinécures se fasse en famille. D'autant que ce genre de pratique est déjà en vigueur dès maintenant : l'Union des Femmes du Mali est présidée par madame Traoré.

D'ailleurs, il n'est pas dit qu'une partie de l'ancien personnel politique ne se trouve pas des possibilités de revenir aux côtés de la dictature militaire. La possibilité existe, sans même de grands remue-ménages pour ces personnes, car la différence entre les deux n'est pas si grande.

Bien sûr, il ne fait de doutes pour personne qu'il s'agit d'un aménagement nouveau de la dictature, et pas du tout d'un assouplissement. Cet aménagement peut même aggraver les choses en rendant la dictature plus présente dans les villes et dans les villages. Ce qui est en tout cas certain, c'est que, une fois créées toutes ces structures et sinécures, il faudra bien que quelqu'un les paye. Et la création de ce parti va encore augmenter cette bureaucratie énorme, écrasante, qui coûte déjà si cher et qui va coûter encore plus cher à la population. Les travailleurs et les paysans pauvres auront à en payer les frais par l'aggravation de leurs impôts.

# HORS D'ANGOLA LES TROUPES D'INVASION !

La guerre entre le FNLA et l'UNITA d'un côté et le MPLA de l'autre ne s'est pas arrêtée avec la proclamation de l'indépendance le 11 novembre. Bien au contraire, elle a connu une aggravation. Elle s'est concrétisée par la création de deux Etats concurrents et par la guerre déclenchée entre eux. Cette guerre s'est encore aggravée du fait de l'intervention des puissances impérialistes et essentiellement de l'Afrique du Sud. C'est en particulier cette intervention directe des mercenaires venant de l'Afrique du Sud qui a permis à l'UNITA de reprendre une grande partie du sud contre le MPLA.

En soutenant directement l'UNITA, l'Afrique du Sud intervient à la fois au nom de l'ensemble des groupes impérialistes intéressés en Angola, mais aussi pour défendre ses propres intérêts. Des intérêts économiques d'une part : les groupes sud-africains possèdent la concession des plus grandes mines de diamants de l'Angola. Des intérêts politiques d'autre part : car l'Afrique du Sud, où le régime de l'apartheid est installé sur une véritable poudrière, est particulièrement soucieuse de voir s'installer en Angola voisin un régime modéré.

En réalité, dans cette guerre civile, c'est la guerre d'indépendance qui se poursuit. Par l'intermédiaire du FNLA et de l'UNITA, c'est l'impérialisme qui veut imposer le gouvernement de son choix aux peuples d'Angola.

Les révolutionnaires sont solidaires de ceux qui se battent contre les manoeuvres de l'impérialisme. Les révolutionnaires sont solidaires du MPLA face à ceux qui ont accepté d'être les instruments directs de l'impérialisme. Mais sans pour autant parer le MPLA de qualités qu'il n'a pas, sans pour autant dire ou laisser entendre qu'il s'agit d'une organisation socialiste ou susceptible de le devenir.

Le MPLA ne représente pas non plus les intérêts profonds des ouvriers et des masses exploitées des campagnes et il reste entièrement dans la perspective d'un développement bourgeois de l'Angola. Dans ce pays, comme dans tous les autres pays d'Afrique, la classe ouvrière doit se donner des organisations qui lui soient propres. La classe ouvrière ne peut préserver ses intérêts, même dans les zones contrôlées par le MPLA, qu'en créant des syndicats démocratiques, en créant des comités de quartier, d'usine, etc.

Mais, tout en renforçant leurs positions au sein de la société et à condition de garder leur indépendance par rapport à l'emprise du MPLA, les travailleurs ne peuvent que se battre aux côtés de toutes les forces qui s'opposent à ce que les mercenaires sud-africains ou zaïrois installent au pouvoir un gouvernement FNLA-Unita, ouvertement soumis à l'impérialisme.

MADAGASCAR :

## UN REFERENDUM

## PLEBISCITAIRE

Ainsi donc Ratsiraka va organiser un référendum qui aura lieu le dimanche 7 décembre. Les questions du référendum sont : la mise en place de la "II<sup>e</sup> République", ou "République Démocratique Malgache", sur la base d'une nouvelle constitution élaborée par le Conseil National Constitutionnel, ainsi que l'adoption de la "Charte de la révolution socialiste malgache", diffusée massivement sous la forme d'un "petit livre rouge".

Il est évident qu'aucune des questions posées n'ont une quelconque importance. Mais là n'est pas le problème, ni de Ratsiraka, ni même, au-delà, de l'ensemble des forces qui le soutiennent.

En organisant ce référendum et en espérant le gagner, Ratsiraka fait un pas supplémentaire vers le chemin qui le conduit vers le rôle de bonaparte qu'il vise depuis un certain temps déjà.

En effet, depuis le renversement de Tsiranana, Madagascar est périodiquement en crise politique.

Pour différentes raisons, les différentes formes d'institutions envisagées depuis trois ans n'ont pas pu donner naissance à un régime politique stable. Parmi toutes les options politiques pour la bourgeoisie, il y avait celle d'un régime bonapartiste créé autour d'un homme susceptible de bénéficier d'assez de prestige pour pouvoir gouverner en équilibre sur les différentes forces politiques et sociales dont les affrontements minent la stabilité politique malgache.

Il fallait que cela soit un homme qui puisse bénéficier d'une certaine autorité à la fois sur les deux principales ethnies dont l'opposition risque de diviser le pays. Il fallait également trouver un homme qui soit à la fois un partisan de l'ordre et en même temps un homme ayant une réputation de progressiste lui permettant d'avoir de l'autorité sur la gauche. C'est là où les intérêts objectifs de la bourgeoisie et l'ambition personnelle de Ratsiraka semblent se rencontrer.

Ratsiraka a l'ambition du rôle. Il a l'avantage, de par ses origines, d'être à la fois suffisamment "merina" et suffisamment "côtier".

Par ailleurs, depuis plusieurs années, il essaie de se donner l'image d'un nationaliste radical, d'un progressiste. C'est ainsi qu'il a à son actif en politique extérieure la fermeture d'une base de la NASA, station américaine de dépistage de satellites, la création d'une monnaie nationale ne dépendant pas de la zone Franc, et la "refonte des accords de coopération avec la France sur de nouvelles bases".

Et, en politique intérieure, le développement et l'encouragement des Fokonolona" créés par le colonel Ratsindrava, physiquement liquidé l'année dernière, cinq jours après son accession à la tête de l'Etat, ainsi que des coopératives. Ratsiraka est aussi à l'initiative des mesures de nationalisation des banques, des sociétés d'assurances et d'autres sociétés étrangères comme récemment la "Compagnie Marseillaise de Madagascar".

Jusqu'ici, cette politique a été apparemment payante, du moins au niveau des partis.

En effet, on a vu les leaders d'un certain nombre de partis de gauche voire de ceux qui ont flirté avec le gauchisme lui accorder leur soutien. De la part de la "gauche modérée" de l'AKFM, ce sont de grandes déclarations d'amour faites par son leader Andriamanjato qui ne voit en Ratsiraka pas moins qu'un "champion du socialisme". Mais Monja Jaona leader du MONIMA, lui aussi accroche son wagon.

Eh bien aujourd'hui Ratsiraka cherche la consécration de cette politique et vérifie s'il a réellement ce prestige qu'il prétend avoir et dont la possession lui est indispensable pour jouer le rôle qu'il entend jouer.

Pour pouvoir diriger le pays de manière bonapartiste et sans donner de comptes aux différentes coteries politiques et militaires, il lui faut pouvoir parler au nom de la majorité du pays.

Bien sûr il court le risque d'un échec, mais il doit estimer que le risque est mineur et de toutes façons il a besoin d'une confirmation éclatante du prestige qu'il prétend avoir pour pouvoir s'imposer à la fois aux partis (aussi bien de droite tsirananiste et autres, que de gauche) et aux rivaux au sein même du sommet de l'armée.

Quel que soit son langage, Ratsiraka n'est cependant pas un homme de gauche et il ne veut pas plus être lié par la gauche que par la droite. C'est bien pourquoi ceux qui dans l'opposition de gauche, et ils semblent être nombreux, se proposent de faire voter "oui", même lorsque ce oui est assorti de nuances et de réserves, sont en train de donner à Ratsiraka le piédestal dont il a besoin et du haut duquel il n'hésitera pas à frapper sur la gauche quand le besoin s'en fera sentir.

Les organisations soucieuses des intérêts des travailleurs et des masses exploitées ne devraient apporter sous aucune forme leur caution à ce plébiscite.

# EN BREF

## D'AFRIQUE

### SAHARA OCCIDENTAL : DEUX NOUVEAUX OPPRESSEURS SUCCEDENT A L'OPPRESSEUR COLONIAL

La "marche verte" sur le Sahara Occidental organisée par le roi Hassan II s'est terminée par l'annonce d'un accord tripartite entre le Maroc, la Mauritanie et l'Espagne. Cet accord est resté secret, mais ses grandes lignes sont connues. L'Etat colonisateur, l'Espagne, se retire du Sahara Occidental en facilitant le passage de celui-ci entre le Maroc et la Mauritanie. D'ores et déjà, les troupes marocaines occupent certaines localités du nord du pays. Des représentants du roi du Maroc et d'Ould Daddah secondent le gouverneur espagnol.

L'opresseur colonial espagnol aura donc décolonisé comme il avait auparavant maintenu sa domination coloniale : contre la volonté de la population du Sahara. Les trois dictateurs; ceux de l'Espagne, du Maroc et de la Mauritanie ont réglé entre eux le sort du peuple du Sahara Occidental sans demander l'avis de sa population.

Pour refuser avec tant de vigueur qu'un référendum soit organisé sur la question de savoir si le peuple saharoui préfère l'indépendance au partage entre le Maroc et la Mauritanie, il faut croire que les dirigeants de ces deux derniers pays savaient très bien que la réponse ne leur serait pas favorable.

Le peuple saharoui n'a pas envie de vivre sous la férule d'un Hassan II ou d'un Ould Daddah. C'est son droit. Il doit pouvoir décider de son propre avenir.

### SEKOU TOURE, ANTI-IMPERIALISTE DU BOUT DES LEVRES

Le régime de Sékou Touré vient de rétablir les relations diplomatiques avec la France. Un membre du gouvernement colonialiste Français, Lecanuet, vient de le confirmer.

Cela ne nous étonne guère, car l'anti-impérialisme de Sékou Touré n'était que du vent. D'ailleurs, depuis que la Guinée avait arrêté ses relations avec la France, rien n'empêchait les capitalistes français et américains de continuer à exploiter les richesses du pays par l'intermédiaire de la FRIA.

Et le rétablissement des relations diplomatiques ne fait en réalité que faciliter les choses à la bourgeoisie française.

De toute manière le gouvernement de Sekou et ses privilégiés n'auront que les miettes que leur accorderont les capitalistes français, européens et américains.

# PORTUGAL :

## LA CONSOLIDATION DANS L'ARMÉE, UNE MENACE POUR LES TRAVAILLEURS

La crise portugaise qui dure depuis plusieurs mois, et pour ainsi dire depuis le renversement de Caetano, a connu plusieurs rebondissements nouveaux au cours des semaines écoulées.

En fait il faut parler d'ailleurs non pas d'une mais de deux crises parallèles.

La première provient du fait que le personnel politique et les dirigeants militaires de la bourgeoisie portugaise se trouvent en conflit sur les institutions qu'il convient de donner au Portugal pour stabiliser la situation créée par la chute du dictateur Caetano.

Les uns sont partisans d'institutions parlementaires dominées par des partis modérés, un peu dans le genre du régime qui existe en Grèce depuis la chute des militaires. Les autres sont par contre partisans d'un bonapartisme, c'est-à-dire d'un régime appuyé à la fois sur des partis de gauche dont le Parti Communiste, et sur les forces de droite.

Les partisans de la première politique se regroupent autour du Parti Socialiste et du Parti Populaire démocratique ainsi qu'autour des officiers modérés. Le deuxième courant se cristallisait de plus en plus autour de la personne d'Otelo Carvalho qui bénéficiait d'un certain appui du Parti Communiste.

Dans cette crise-là ni les uns ni les autres ne représentent de près ou de loin les intérêts des travailleurs. Car la victoire de la première politique serait aussi néfaste pour les travailleurs que celle de la seconde.

Et l'aspect le plus criminel de la politique des organisations ouvrières telles que le Parti Socialiste et le Parti Communiste était de n'avoir rien d'autre à proposer aux travailleurs que de les mettre à la remorque de l'un des deux courants. Pour le Parti Socialiste derrière le Parti Populaire Démocratique et les officiers modérés, et, pour le Parti Communiste, derrière la personnalité d'Otelo de Carvalho.

Seulement, cette crise-là, qui était purement interne aux forces de la bourgeoisie, en a entraîné une autre. D'une part, l'effervescence dans les usines, mais aussi l'agitation dans l'armée elle-même parmi les soldats du rang. Et l'agitation dans l'armée a rendu celle-ci peu utilisable pour la bourgeoisie pour rétablir l'ordre. Et ces soldats contestataires qui n'obéissaient plus à la hiérarchie étaient les meilleurs alliés de la classe ouvrière. C'est leur existence qui empêchait la bourgeoisie de rétablir l'ordre au détriment des travailleurs.

C'est dans ce contexte qu'est intervenue la révolte d'un régiment de soldats révolutionnaires. Révolte qui ne rentrait pas dans le plan des deux politiques bourgeoises qui s'affrontent.

Mais l'échec de cette révolte a permis aux modérés, partisans du parlementarisme, de marquer des points et d'écartier pour l'instant le général Carvalho. Sans d'ailleurs lui enlever la possibilité de jouer le rôle auquel il postulait.

Mais ce qui est plus grave dans la suite de l'affaire de Tancos, c'est que le gouvernement en a profité pour commencer à rétablir l'ordre dans l'armée, à dissoudre les régiments contestataires. Et, dès que l'armée est consolidée, le danger est gros pour les travailleurs.

Non seulement l'armée, une fois consolidée, peut de nouveau servir pour limiter les droits des travailleurs, mais cette consolidation ouvre pour le compte de la bourgeoisie une nouvelle possibilité politique : celle de l'instauration de la dictature militaire à la suite d'une brutale répression du mouvement ouvrier.

Tout est loin d'être joué au Portugal. Mais ce glissement rappelle que les travailleurs doivent faire autre chose que de se mobiliser derrière l'une des deux politiques, au lieu d'avancer leur propre politique.

De grosses possibilités existent pour les travailleurs. Il faut qu'ils en profitent pour renforcer leur organisation. Il faut qu'ils se préparent pour empêcher par la force l'instauration d'une dictature militaire.

CAMARADE,

LIS, FAIS CONNAITRE

LE POUVOIR AUX TRAVAILLEURS

organe de l'Union Africaine des Travailleurs Communistes Internationalistes

## CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétiennes, musulmane, animistes ou autres, qui prêchent toutes la patience et l'acomodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.